

Place #47 Publique

NANTES/SAINT-NAZAIRE

LA REVUE URBAINE | Septembre-Octobre 2014



DOSSIER | P 5 | LA FIN D'UNE ÉPOQUE, L'INCERTITUDE DU LENDEMAIN

Après les municipales, un nouveau cycle politique ?

RELIGIONS | P 59 | CHRÉTIENS, JUIFS, MUSULMANS...

15 siècles de cohabitation en Europe : et demain ?

p. 82
ON TRAVAILLE
DE PLUS EN PLUS LOIN
DE CHEZ SOI
EN LOIRE-ATLANTIQUE

p. 90
SEPTEMBRE 1943 :
LES PHOTOS INÉDITES
D'UN « DÉBOMBEUR »

p. 141
RÉFORME
TERRITORIALE :
UN HISTORIEN
ET UN ÉCONOMISTE
SE CONFRONTENT



9 782848 092355

10€

Martin Vanier : « Inventer une citoyenneté métropolitaine, vite ! »

RÉSUMÉ > *La crise territoriale se combine avec la crise démocratique et la renforce. Le repli localiste menace. Il est urgent d'inventer une citoyenneté métropolitaine prenant en compte la société mobile qui est la nôtre.*



PLACE PUBLIQUE > C'est à une triple crise que doivent faire face les nouveaux élus, écrivons-nous dans ce dossier : une crise démocratique, une crise financière, une crise politique. Peut-être pourrions-nous ajouter au tableau une quatrième crise, une crise de la pensée territoriale, qui se combinerait avec chacune des autres ?

MARTIN VANIER > Je partage ce diagnostic. Avec un bémol toutefois sur ce que vous appelez la crise financière. Le problème n'est pas, comme on le dit un peu vite, qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses. Dans un pays comme le nôtre, on peut toujours faire des choix différents de redistribution, de ponction, de circulation de la valeur... Plus profondément, nous sommes confrontés à une crise de l'action publique. Elle doit faire la preuve de son efficacité, de sa nécessité. C'est autre chose que l'idée un peu simple selon laquelle nous vivrions au-dessus de nos moyens.

PLACE PUBLIQUE > Et la crise territoriale dans tout ça ?

MARTIN VANIER > Eh bien, la question est de savoir si le territoire est simplement le cadre, le théâtre de la triple crise que vous évoquez ou s'il est lui-même un facteur de cette triple crise. En France, il me semble que la tension est plus exacerbée qu'ailleurs entre la société mobile et de réseaux qui est la nôtre et l'attachement à des territoires qui ne sont plus très efficaces et où il devient difficile de forger des choix politiques. Au moment où s'exacerbent les

Professeur à l'Institut de géographie alpine de Grenoble, MARTIN VANIER est aussi membre de la coopérative de conseil Acadie. C'est à ce titre qu'il a accompagné la Région des Pays de la Loire dans sa démarche prospective à l'horizon de 2040. Il est notamment l'auteur de *Le pouvoir des territoires, essai sur l'interterritorialité*, éditions Anthropos-Economica.





identités territoriales les observateurs un peu lucides doivent constater que le fait territorial est à bout de souffle.

PLACE PUBLIQUE > Vous faites allusion au débat sur le redécoupage des régions ?

MARTIN VANIER > Oui, mais pas seulement. La question majeure du moment est la tension entre les régions et les métropoles. Historiquement, l'État a veillé à construire chaque région autour d'une métropole. C'était la vision des régions programmes créées en 1955. Aujourd'hui, il semble bien qu'on veuille confier le développement économique aux régions. Or, les métropoles, qui se trouvent à l'interface du local et du global, ne peuvent accepter de se voir dessaisies de leur stratégie de développement économique. Pour le dire autrement, ce n'est pas d'une nouvelle carte des régions que nous avons besoin, mais de nouvelles règles pour faire fonctionner l'interterritorialité conflictuelle qui anime ce pays.

PLACE PUBLIQUE > L'interterritorialité ?

MARTIN VANIER > C'est la recherche de l'efficacité de l'action publique territoriale par la coordination, l'articulation, l'assemblage des territoires tels qu'ils sont. Il s'agit d'une tout autre démarche que la quête effrénée du territoire idéal qui, bien sûr, n'existe pas.

PLACE PUBLIQUE > En d'autres termes, le fameux mille-

feuille territorial ne serait pas le problème, mais la solution ?

MARTIN VANIER > La solution ? Je n'irais pas jusque-là... Mais qu'il ne soit pas un problème majeur, j'en suis convaincu. S'en prendre à la complexité territoriale, c'est comme reprocher au cerveau sa complexité neuronale. Simplifier le cerveau, c'est lui enlever des neurones !

PLACE PUBLIQUE > Vous savez qu'un tel propos est politiquement inaudible par les temps qui courent ?

MARTIN VANIER > Je ne l'ignore pas. Mais il s'agit de bien autre chose que d'un débat entre spécialistes de l'aménagement du territoire. C'est la démocratie qui est en jeu : comment la république des territoires peut-elle assumer son rendez-vous avec la société mobile ? Comment l'habitant-électeur peut-il tenir compte du circulant-usager qu'il est aussi.

PLACE PUBLIQUE > Vous voulez dire qu'on vote où l'on réside et pas où l'on travaille, où l'on consomme, ou l'on se distrait, où l'on étudie... Ce que le sociologue Jean Viard appelle « la démocratie du sommeil ».

MARTIN VANIER > Oui. Et dans bien des agglomérations les dernières municipales devraient nous servir d'avertissement. On y a senti la montée d'un sentiment anti-métropolitain, assez comparable somme toute au sentiment anti-européen. La tentation du repli sur les frontières

S'en prendre à la complexité territoriale, c'est comme reprocher au cerveau sa complexité neuronale. Simplifier le cerveau, c'est lui enlever des neurones.

communales est très forte: *small is beautiful, near is marvellous!* ¹ Je le constate même dans une ville comme Grenoble où les nouveaux élus semblent accorder la priorité à la proximité communale. C'est vraiment désolant.

PLACE PUBLIQUE > La loi a pourtant, au début de cette année, officiellement reconnu un nouveau statut aux métropoles.

MARTIN VANIER > Oui, mais la refonte territoriale en cours semble déjà oublier cette loi. Régionalisation? Métropolisation? Recentralisation? On n'y voit pas clair... Dès lors, un courant d'opinion antimétropolitain n'hésite plus à s'affirmer, y compris dans les milieux universitaires. Je pense aux thèses de Christophe Guilluy² que je m'efforce de combattre tant elles me paraissent régressives.

PLACE PUBLIQUE > Le système métropolitain reste toutefois opaque et peu démocratique. Alors que les décisions et les budgets les plus importants relèvent des métropoles, et plus des villes, il n'existe toujours pas de mode de désignation directe des élus métropolitains...

MARTIN VANIER > C'est vrai. Je comprends bien toutes les critiques sur le fonctionnement technocratique des métropoles. Il est urgent d'inventer une citoyenneté métropolitaine, mais ça ne peut pas se faire du jour au lendemain. En tout cas, ce dont je suis sûr, c'est qu'un repli localiste, un retour aux schémas d'antan serait une catastrophe historique. ■

1. Ce qui est petit est magnifique, ce qui est proche est merveilleux.

2. Auteur de *Fractures françaises* (Flammarion), le géographe Christophe Guilluy estime que le contraste entre les métropoles où se concentrent les richesses et « la France périphérique », en marge de la mondialisation, dessine une nouvelle carte sociale et politique de la France. Il ironise sur le gouvernement des métropoles où « des majorités vertes et roses » se sont constituées, « confirmant le choix d'une « gestion sociétale » de la ville inégalitaire. » Dans le n° 391 de la revue *Urbanisme* (signalé dans le n° 44 de *Place publique*) Martin Vanier s'en prend sévèrement à Christophe Guilluy: « Dresser une partie du système contre l'autre en caricaturant une France de gagnants et une France de perdants dans une géographie binaire, c'est dénoncer la mise en système comme la cause des détresses de ceux qui y ont perdu leur place, au lieu de les aider à la retrouver en la réinventant. Avec *Fractures françaises*, Christophe Guilluy balise le boulevard des politiciens de la détresse – et parmi eux, ceux de l'extrême droite l'emportent toujours sur les autres – parce qu'il préfère les bénéfices médiatiques d'une géographie incendiaire à l'explication plus exigeante, y compris du fait de ses contradictions, de la France des systèmes et dans les systèmes. »

Un courant d'opinion antimétropolitain n'hésite plus à s'affirmer, y compris dans les milieux universitaires.

POUR
ALLER
PLUS LOIN

> Daniel Béhar, Philippe Estèbe, Martin Vanier, « Réforme territoriale: avis de décès de l'interterritorialité », Revue en ligne *Métropolitiques*, 13 juin 2014.

> Paul Cloutour « Des communes à l'intercommunalité: le grand transfert », *Place publique* n° 42 (novembre-décembre 2013, dossier « Les véritables enjeux des élections municipales »)

> *Place publique* n° 11 (septembre-octobre 2008, dossier « Gouverner la métropole »)

